

D 938 BRÉSIL: LA SÉCHERESSE, PROBLÈME POLITIQUE

Phénomène cyclique, la sécheresse du Nord-Est brésilien a fait cette année les titres de la presse internationale. Régulièrement, des voix s'élèvent au Brésil pour rappeler que les conséquences sociales de ce phénomène sont l'expression de carences politiques traditionnelles. A l'occasion de leur assemblée générale d'avril 1984, des évêques brésiliens ont vigoureusement donné leur point de vue sur la question. Sous la forme d'un rapport introductif au débat général, les évêques de l'Etat du Ceará rappellent avec insistance que "le Nord-Est n'est pas une fatalité, mais le produit d'une politique". Ils demandent clairement à qui a profité la croissance économique du "miracle brésilien" des années 70. Ils prononcent un réquisitoire cinglant contre les privilèges politiques et économiques des grands propriétaires fonciers. Ils en appellent à une réforme agraire pour "mettre un terme au monopole des maîtres de la terre et des seigneurs de la sécheresse". Le rapport des évêques du Ceará, élaboré en février dernier, s'inscrit dans la perspective du Séminaire sur l'homme et la sécheresse du Nord-Est, tenu en juin 1982 par l'ensemble des évêques du Nord-Est du Brésil.

L'intérêt de l'analyse des responsables de l'Eglise catholique réside dans l'élargissement du champ politique sur une question nationale majeure: les problèmes de la terre au Brésil ne sont pas de la seule compétence des hommes politiques et de leurs partis, mais ils relèvent de la communauté civile dans sa totalité, en raison des dimensions sociales, culturelles et proprement humaines d'une question aussi fondamentale que celle de la terre et de la survie des populations concernées. Une fois de plus (cf. DIAL D 605, 731 et 776), les évêques brésiliens se font l'écho d'une conscience nationale des défis sociaux dont, pour l'heure, le Nord-Est est le symbole.

Ils justifient leur prise de position en rappelant qu'elle s'inscrit dans l'"objectif général de l'action pastorale de l'Eglise au Brésil" s'énonçant comme suit: "Evangéliser le peuple brésilien dans un processus de transformation sociale, économique et culturelle; à partir de la vérité sur Jésus-Christ, sur l'Eglise et sur l'homme; à la lumière du choix prioritaire des pauvres; pour la libération intégrale de l'homme, dans la perspective d'une participation et d'une communion grandissantes, en vue de l'édification d'une société plus juste et plus fraternelle; et en annonçant ainsi le Royaume définitif".

Nous donnons ci-dessous, la première partie du très long document des évêques du Ceará.

Note DIAL

Le Nord-Est comme défi
à la mission d'évangélisation de l'Eglise du Brésil

Introduction

Ce texte n'entend aucunement être un travail définitif. Bien au contraire, son but est d'inviter tous les agents de pastorale à un moment de réflexion, de conversion et d'engagement. Un peuple tout entier est menacé de génocide. La vie du peuple nordestin est en cours de destruction.

Ce document est né de notre expérience vécue, de la vie avec le peuple, de la participation à ses assemblées, de la visite dans ses maisons et sur les fronts de travail (1), ainsi que de l'écoute permanente de ses attentes, de ses problèmes, de ses espoirs et de ses souffrances. Des techniciens, engagés dans la cause des appauvris, nous ont aidés à lire et à comprendre l'histoire vécue et expérimentée par le peuple nordestin.

Nous avons l'assurance que le coeur de Yahvé ne s'est pas fermé à l'appel de son peuple: "J'ai vu l'affliction de mon peuple. J'ai entendu ses cris. Et je suis descendu pour le libérer" (Ex 3, 7-8). Aujourd'hui, le coeur de notre Dieu n'est pas fermé au cri de plus de vingt-quatre millions de Nordestins, et il nous interpelle tous en appelant à leur libération.

Le peuple nordestin de la Grande-Sécheresse, comme l'ensemble du peuple brésilien appauvri, crie avec des milliers de pétitions des communautés, des centaines de manifestations de rue, des listes de revendications des syndicats de travailleurs pour du travail et un salaire juste, pour gagner son pain à la sueur de son front, pour de l'eau, pour des semences, pour la santé et pour un traitement humain. Dans son cri par millions, le peuple veut un modèle socio-économique permettant d'avoir le pain sur toutes les tables, la liberté, la justice, la participation en vue de son auto-promotion.

Le cri du peuple monte, lourd de douleur et de confiance, jusqu'au coeur du Dieu vivant car Il est la force de sa vie. Il monte également jusqu'au coeur de la Mère Eglise qui est appelée, dans l'aujourd'hui de l'histoire, à prolonger la tendresse de Dieu.

Nous, évêques du Ceará, avons décidé d'accompagner le peuple souffrant en considérant son affliction, en écoutant ses cris, en assumant avec lui ses espoirs et ses luttes pour un Nord-Est plus fraternel et pour un Brésil plus juste.

1- La réalité du Nord-Est

Le phénomène de la sécheresse, processus social provoqué par le manque de pluies ou par une précipitation pluviométrique réduite pendant les mois d'hiver, exerce une influence négative profonde sur la société nordestine. La sécheresse n'explique cependant pas toutes les plaies du Nord-Est et son retard. Il existe une structure nationale qui le maintient dans une situation de dépendance et de subordination. Tout comme est fausse la thèse selon laquelle la misère et la pauvreté de l'homme du Nord-Est sont le fruit de son incapacité, de sa paresse et de son manque d'intérêt au travail. Alors qu'au contraire le Nordestin se caractérise par l'amour du travail, est

(1) Fronts de travail: chantiers publics d'urgence pour employer la population rurale en période de sécheresse (NdT).

marqué par le courage du vacher, vit l'espérance du pèlerin et a comme valeurs les plus importantes la solidarité, le partage, le sens de la justice, l'esprit communautaire et associatif, la fidélité, la délicatesse, l'hospitalité, le travail en commun et l'amour de la famille.

La sécheresse et la structure

Depuis sa première mention en 1583, la sécheresse se répète avec une certaine régularité. L'actuelle, annoncée depuis quelques années par les météorologues, en est à sa sixième année; elle touche 1.126 communes et 9 Etats du Polygone de la sécheresse. Les politiques de combat contre les effets de la sécheresse datent déjà de plus d'un siècle. Au long des années, seules les techniques ont changé tandis que les destinataires restent les mêmes, c'est-à-dire les riches, les grands propriétaires fonciers, les maîtres du pouvoir politique et économique. Toute la politique du Nord-Est est imposée de façon à favoriser et garantir toujours davantage la reproduction et le maintien de la structure du pouvoir local. Une structure maintenue par la fraude électorale, par la répression policière et par la violence privée.

Lors du Séminaire sur l'homme et la sécheresse au Nord-Est, réalisé à Caucaia du 1er au 4 juin 1982, nous avons affirmé que la misère du Nord-Est et la détérioration progressive de la vie du peuple nordestin sont davantage causées par une injuste organisation sociale, économique et politique, que par le phénomène de la sécheresse. Les riches et tous ceux qui, d'une façon ou d'une autre, tirent profit du système, se portent bien. Et parfois s'enrichissent. Qu'on pense ici aux propriétaires qui bénéficient des mises en valeur de leurs domaines effectuées au titre des programmes d'urgence, grâce à la sueur des pauvres qui ne perçoivent même pas le salaire minimum. Le grand domaine en est amélioré. Loin de penser à produire pour l'alimentation du peuple, il exporte vers l'étranger.

Principales victimes du fléau de la sécheresse, les paysans sont impuissants à changer cette politique car leurs réactions et les syndicats qui constituent leurs légitimes organes de revendication et d'organisation sont en permanence contrôlés et surveillés par la police. C'est pourquoi, à chaque sécheresse, les mêmes processus se répètent. Les mesures à destination du peuple perdent toute signification avant même de parvenir jusqu'à lui. C'est ainsi que les ressources allouées dans le cadre des programmes de combat contre les effets de la sécheresse, sont gérées par les intérêts locaux, ce qui renforce et élargit le clientélisme traditionnel (2) et la dépendance habituelle.

Le Nord-Est est riche en ressources naturelles. Il y a, dans le Polygone de la sécheresse, de grandes quantités d'eau accumulée, ou avec possibilités d'accumulation. En 1877, pendant la Grande-Sécheresse, le gouvernement impérial a eu l'idée de construire le premier barrage de régularisation des rivières. Mais les barrages construits jusqu'à ce jour ne sont que des retenues d'eau profitant aux populations les plus proches. L'accumulation d'eau n'a pas résolu le problème de la sécheresse. Elle est, au contraire, venue renforcer une fois encore le grand domaine. Généralement, les barrages sont proches des grandes propriétés dans lesquelles le petit propriétaire n'a pas le droit d'entrer ou est obligé de produire pour le patron.

(2) Chaque "cacique" politique, local ou régional, en profite pour asseoir démagogiquement son autorité auprès des populations rurales (NdT).

Une croissance régionale

L'effort fait depuis trois décennies par les pouvoirs publics s'est soldé par un progrès accentué du Nord-Est dans différents secteurs, ce qui se note dans la croissance du produit régional et du revenu par tête d'habitant. Pour la période 1961-1980, le produit interne brut régional a atteint le taux annuel moyen de 6,9 %. Le secteur industriel a été modernisé et a connu une croissance élevée, avec un taux moyen de 8,9 % à l'an pour la période considérée; il est ainsi devenu le facteur principal du dynamisme de la croissance régionale.

Le phénomène de l'urbanisation s'est accéléré en raison de l'attraction exercée par les villes sur les capitaux d'investissement, mais surtout par suite des courants migratoires d'une population expulsée du milieu rural. En même temps, le Nord-Est a été doté d'une infrastructure dans le secteur, principalement, des transports et des communications.

La croissance ne profite qu'à quelques-uns

Mais cette croissance n'a pas été capable de créer les emplois nécessaires pour absorber le sous-emploi dans les villes et encore moins pour intégrer les migrants du milieu rural au marché du travail. Elle s'est révélée totalement étrangère à l'ampleur du problème de la faim, du taux élevé de mortalité infantile et du désespoir de millions de familles. Une telle croissance et une telle économie souffrent au Brésil des mêmes maux. Le principal en est l'importante concentration du revenu, de la richesse et des ressources, avec l'oubli conséquent et l'abandon à elle-même d'une part de la population régionale dont les conditions de vie n'ont malheureusement tiré aucun profit de cette activité économique intense.

Cette forme concentrée de croissance économique du Nord-Est a l'aval d'un certain type de société autoritaire et élitiste dans laquelle le pouvoir relève de quelques familles et groupes économiques. Les traces du "coronélisme" (3) restent profondes. Les projets et les programmes de développement subissent l'influence négative des hommes politiques; ils sont toujours déformés à leur profit. Aujourd'hui encore, ces deux aspects se confondent et, en 1964, l'autoritarisme s'est vu renforcer en raison de structures remontant loin dans le temps et de racines historiques encore plus profondes. La situation est d'abord celle de "Maîtres et esclaves" (4); elle continue avec le "coronélisme du sertan"; elle débouche aujourd'hui sur la répression à laquelle sont soumises les populations marginales des périphéries urbaines et les travailleurs ruraux de l'intérieur du pays, à partir du moment où l'urbanisation s'est accentuée.

Le bras politique du contrôle

Les grands propriétaires fonciers de la région, à travers leurs relais politiques, exercent leur contrôle à tous les niveaux de décision et d'intervention, de Brasília jusqu'à la dernière des communes rurales, en passant par les gouverneurs et la SUDENE (5), avec l'appui de ministres et le sou-

(3) De "coronel", nom brésilien de "colonel". Au Nord-Est, le "colonel" est le grand propriétaire rural traditionnel, ou "cacique"; le "coronélisme" désigne le mouvement politique des grands propriétaires fonciers (NdT).

(4) "Casa Grande e Senzala", ouvrage classique de Gilberto Freyre (NdT).

(5) SUDENE: Surintendance pour le développement du Nord-Est. Organisme de planification économique créé en 1959 avec le concours de Celso Furtado, il a aujourd'hui perdu de son impact d'alors (NdT).

tien d'un réseau capillaire de "caporaux électoraux" (6) et de tueurs à gages. Et les responsables politiques de la région ne font aucun effort pour changer la situation du Nord-Est de façon définitive, étant donné que de telles politiques de combat contre la sécheresse ont toujours été dans le sens de leurs intérêts. Cette société autoritaire et élitiste, investie de tout le pouvoir économique, fait fonctionner un système économique qui n'a jamais été pensé à partir du peuple pauvre, mais bien à partir des intérêts du marché et du profit.

L'accusation du mouvement syndical

A l'occasion de la 3e Rencontre régionale du mouvement syndical, les travailleurs ruraux ont conclu: "Toute politique gouvernementale de combat contre la sécheresse, avec la mobilisation d'une quantité énorme de ressources publiques pour la construction de barrages dans le cadre de projets d'irrigation, pour l'extension de l'élevage des bovins et pour des programmes d'urgence, s'est soldée par le renforcement de la structure d'usage et de possession de la terre existant dans la région, c'est-à-dire par l'encouragement au grand propriétaire - domaine foncier ou exploitation agricole - et par l'augmentation accrue de la concentration de la propriété foncière, donc du pouvoir économique d'une minorité privilégiée". En réalité, la politique du gouvernement favorise la minorité privilégiée laquelle, à l'inverse de 24 millions d'habitants, désire la sécheresse et se réjouit du manque de pluie. Manque de pluie, non pas comme phénomène naturel mais au sens éminemment politique, qu'il est devenu conventionnel d'appeler l'industrie de la sécheresse.

La faiblesse du secteur agricole

On constate également, dans le cadre global du Nord-Est, le retard relatif du secteur agricole rural dont la croissance, au cours des deux dernières décennies, n'a été en moyenne que de 3,6 % par an. En 1980, le niveau des inégalités régionales restait élevé: cette année-là, le revenu per capita du Nord-Est, estimé à 800 dollars, correspondait à 42 % de la moyenne nationale, c'est-à-dire une participation équivalente à celle de 1960.

La gravité de la pauvreté absolue

Plus grave encore est le problème de la pauvreté absolue. On estime qu'au Nord-Est, 78,9 % des individus de 10 ans et plus disposent d'un revenu moyen inférieur à un salaire minimum (7), et même que 64,3 % de la population a un revenu inférieur à la moitié du salaire minimum. Quelque 4,8 millions de familles, pour une population de 24 millions d'individus, gagnent moins de deux salaires minimaux. Sur ce total, plus de 3 millions de familles habitent en milieu rural (soit 96 % de la population rurale). Une pauvreté absolue, entendue non seulement comme situation résultant de faibles niveaux de revenus mais surtout comme incapacité pour les individus de modifier leurs conditions précaires de vie, ce qui se manifeste de façon la plus évidente par la famine, la mendicité, la "bidonvillisation", la prostitution, la dépendance culturelle et sociale, l'insécurité et la violence. Toutes ces manifestations ont augmenté en fonction de la croissance économique, contrairement à ce qui avait été prévu. La pauvreté qui est le lot de la majeure partie de la population est une caractéristique permanente.

(6) Le caporal électoral est l'individu qui "roule" pour un candidat aux élections à prix d'argent ou de faveurs (NdT).

(7) Actuellement, pour le Nord-Est, moins de 300 F. (NdT).

Migrations et processus d'appauvrissement

L'analyse des phénomènes migratoires montre que le milieu rural du Nord-Est constitue la source principale des migrations vers les grandes villes de la région et vers les autres régions du pays. Ces migrations alimentent la pauvreté urbaine régionale et nationale, car elles se dirigent vers des emplois à faible niveau de qualification et à très bas salaire. La population pauvre, hautement vulnérable à la sécheresse, est constituée de petits propriétaires, "possesseurs" (8), fermiers, métayers, métayers subalternes et ouvriers agricoles. C'est cette population qui, durant l'hiver régulier, tire sa subsistance de la culture et de l'élevage. La sécheresse signifie pour elle la perte du travail et de l'accès au revenu, en lui retirant son équilibre précaire de survie. L'issue pour cette population c'est l'émigration ou l'emploi dans les programmes d'urgence du gouvernement. Actuellement (en février 1984), on compte quelque 2,7 millions de personnes embauchées comme travailleurs dans les programmes d'urgence, soit près de 15 % du nombre de sinistrés de la sécheresse. L'émigration constitue une main-d'oeuvre disponible et bon marché.

L'exportation de main-d'oeuvre

La main-d'oeuvre nordestine a, tout au long de l'histoire du Brésil, fonctionné comme armée d'occupation et de déboisement des régions pionnières, d'élargissement des zones agricoles et de garant de la croissance de industrielle des grands centres. Cette main-d'oeuvre émigre essentiellement parce qu'elle est expulsée de la terre. Dans le système du profit, le pauvre non engagé comme main-d'oeuvre constitue un problème, car l'économie n'est pas pensée en fonction de lui. Il ne lui reste qu'à s'offrir en second, à disparaître, à s'en aller, à partir pour d'autres régions: la politique officielle n'a rien à lui offrir.

Le Nord-Est n'a pas été oublié

Le Nord-Est représente environ 1/5 du territoire national, il abrite 30 % de la population et ne dispose que de 14 % du revenu national. Cependant, on ne peut parler de région oubliée, puisque le taux élevé de croissance de 10 % pour le PIB, dans les années 70, a été aussi le résultat de financements d'importance issus des autres régions du pays et favorisés par les aides généreuses du secteur public. Il se trouve cependant que cette énorme croissance n'a pas été orientée vers la solution des problèmes réellement cruciaux de la région: la fragilité de l'agriculture en zone semi-aride, les disparités sociales dans les zones de la canne à sucre et du cacao, le chômage et la marginalisation dans les grandes villes et les villes moyennes. On ne comprend pas pourquoi des solutions efficaces n'ont pu être apportées au problème des sécheresses périodiques, au problème du petit producteur agricole, au problème du chômage et du sous-emploi en milieu urbain. Une croissance moyenne supérieure à 7 % par an, durant deux décennies, crée une marge plus que suffisante pour que de tels problèmes soient pour le moins attaqués, même s'ils ne sont pas définitivement résolus. Au Nord-Est, la situation est aujourd'hui pratiquement la même qu'il y a vingt ans, du point de vue des plus pauvres qui représentent la grande majorité de la population. Autrefois les facilités étaient même meilleures puisque l'accès à la terre était moins difficile et le chômage urbain moindre. Les inégalités étaient moins accentuées, ou moins visibles.

(8) Cultivateurs légalement propriétaires, mais démunis pour diverses raisons de titres écrits de propriété (NdT).

Le sort du travailleur

La structure agraire actuelle, facteur de concentration de la terre et du revenu, rend la vie de l'agriculteur nordestin intenable; elle la compromet et la massacre. Le cultivateur plante la terre du patron, lequel habite généralement en ville. Il cultive la terre en métayage de moitié ou du tiers, ou en fermage. Le peu qui lui reste, il le mange ou le vend à très bas prix au patron lui-même ou aux intermédiaires, après lui avoir réglé le métayage ou la valeur du fermage toujours supérieur à ce qui est autorisé par la loi n° 4504, le Statut de la terre.

La maison du cultivateur est généralement de terre. Couverte de chaume ou de tuile. Sans crépissage, abritant le "barbeiro" ou insecte porteur de la maladie de Chagas. Sans revêtement de sol, sans sanitaires ni eau courante, celle-ci étant souvent à quelques kilomètres de distance et dans des conditions d'hygiène des plus mauvaises, en provenance de mares où boivent les cochons, les chevaux et les vaches qui y font également leurs besoins.

Si le travailleur est simple salarié, la situation est pire. Il n'a pas d'emploi sûr. Il marche des lieux et des lieux pour obtenir un jour de travail. Il reste loin de sa famille, quand il en a une, et laisse femme et enfants avec la faim. Parfois il ne revient plus. Il va de l'avant, à la recherche d'un autre emploi. Et il aboutit dans la grande ville. Il y reste. Il se constitue une autre famille. Parfois il repart mais ne retrouve plus sa famille quand il en avait une. Ou alors il trouve un autre chef de famille à sa place.

Il existe encore un petit nombre de gens dans la catégorie des petits producteurs, représentés par les "possesseurs" (cf. note 8) et les propriétaires. D'une façon ou d'une autre, ils détiennent la propriété de la terre. Mais souvent leurs conditions de vie ne sont pas très différentes de celles des petits producteurs non propriétaires. Bien que détenant la propriété privée de la terre, ou comme "possesseurs", ils n'affrontent pas moins de difficultés, pour les cultiver, que leurs compagnons moins fortunés. Les banques leur prêtent difficilement de l'argent; quand ils obtiennent des crédits, c'est après nombre de voyages et d'exigences bureaucratiques, le financement leur arrive en dehors du temps prévu, à court terme, et avec des intérêts exorbitants. La grande majorité de ces propriétaires de la terre n'obtiennent pas de crédits par la voie des établissements. Ils passent par des intermédiaires ou des spéculateurs dont ils reçoivent un financement à des conditions draconiennes d'intérêts, avec obligation de vendre leur production au cours du jour. C'est-à-dire la vente ou l'achat arbitraire, au seul préjudice du producteur au cas où l'hiver ne lui ait pas été favorable. Le "possesseur", démuné de tout document légal, obtient rarement des prêts bancaires. Il a recours aux intermédiaires. De temps à autre, il est expulsé de ses terres par des courtiers véreux, par des sociétés nationales ou étrangères favorisées par les dégrèvements fiscaux du FINOR, Fiset et FINAM, principalement; il est ainsi contraint de se déplacer plus loin de la civilisation.

Telle est la réalité vécue par le petit producteur rural qui produit l'essentiel du secteur agropastoral. C'est encore lui qui laboure la terre. Il investit tout ce qu'il possède pour ne récolter que de quoi survivre avec sa famille. Et malgré tout, 90 % de ces producteurs ne reçoivent ni crédit, ni assistance technique, ni juste prix pour leurs produits. Ils achètent des engrais à des prix exorbitants et paient des impôts élevés.

La terre et les conditions pour produire et commercialiser

La condition prioritaire pour la grande majorité de la population nordestine est donc la liberté de travailler la terre sans devoir livrer sa production à des prix indignes, sans devoir fuir vers de nouvelles terres parce qu'acculée par des courtiers véreux ou des grands propriétaires, sans devoir payer cher ses engrais grâce à un marché pour la production, et sans devoir livrer celle-ci à des intermédiaires ni la voir contrebalancée par des taux élevés d'intérêts bancaires ou par des spéculateurs. En d'autres termes, que lui soient données un minimum de garanties pour produire, récolter et commercialiser sa production et que celle-ci soit libre de toute spoliation en raison du loyer de la terre, du capital marchand et du capital financier.

Cette situation appelle une réforme agraire juste, vaste et immédiate, dans la forme réclamée par les agriculteurs, propre à garantir l'usage et la possession de la terre considérée comme le don premier fait par Dieu à tous ceux qui en vivent et y travaillent. C'est aussi l'exigence du mouvement syndical rural, qui demande la modification de l'actuelle structure agraire injuste, facteur de concentration de la terre et du revenu, avec la participation des travailleurs.

Revendications non satisfaites

Dans la situation de misère et de famine qui a prévalu tout au long de ces dernières années de sécheresse, les travailleurs ruraux ont demandé que soient modifiés les programmes d'urgence comme manière d'assurer leur survie. La liste des mesures comporte des actions à court, moyen et long terme à mener pour dépasser les secours d'urgence et parvenir au règlement définitif du problème. Dans une perspective de réforme agraire, les principales revendications sont les suivantes:

- la participation des travailleurs à l'élaboration et au contrôle d'exécution des plans d'urgence;
- l'attention à prêter aux organisations de classe comme interlocuteurs valables et respectés auprès du gouvernement;
- la séparation immédiate entre le programme d'urgence et les intérêts de politique partisane;
- le remplacement des chantiers publics installés à l'intérieur des grands domaines par des travaux de l'intérêt des communautés de travailleurs;
- l'expropriation de toutes les terres valorisées jusqu'à maintenant par des chantiers publics, pour les mettre au service des intérêts des travailleurs;
- une proposition de travail à tous, sans écarter femmes et jeunes, en tenant compte des familles nombreuses dans lesquelles seul le père peut travailler parce que ses enfants sont en bas âge, avec un salaire augmenté en proportion, suffisant pour le travailleur et sa famille, et payé au jour dit, c'est-à-dire à la fin de chaque mois.

L'homme des périphéries urbaines, l'industrialisation et l'urbanisation

Si telle est la condition du travailleur en rural, la situation de ceux qui vivent dans les périphéries des villes n'est pas meilleure. Durant les quarante dernières années, le rapport population urbaine-population rurale (en %) est passé de 23-77 à, pratiquement, 50-50. La population urbaine de Fortaleza et de Salvador, pour la période 1960-1980, a triplé et celle de Recife plus que doublé.

L'industrialisation, comme mesure isolée, et l'urbanisation, considérée comme l'une de ses conséquences, ne sont pas par elles-mêmes la solution du problème du Nord-Est brésilien; au contraire, elles l'aggravent. On sait que, pour la période 1970-1980, la croissance industrielle du Nord-Est a connu des taux supérieurs à ceux de l'ensemble du pays. Pourtant, pour la même période, les taux de migration ont été supérieurs à ceux de la décennie précédente.

L'objectif à atteindre doit être celui d'une répartition harmonieuse des forces productives sur le territoire national et au Nord-Est, objectif qui passe nécessairement par la suppression des déséquilibres entre régions et dans la région, ce qui veut dire reconsidération du modèle économique aboutissant à la concentration et du modèle politique centralisateur. La suppression de ces déséquilibres ne se ramène pas à la simple augmentation de la part du Nord-Est dans le gâteau national. Son augmentation pure et simple, sans modification des structures du pouvoir dominant dans la région, ne ferait que renforcer ces structures. Il s'agit évidemment de démocratiser les investissements et les ressources.

La ville , les inégalités sociales, la violence

Etant donné l'impossibilité de faire coexister la concentration avec l'accès de tous aux bienfaits, la centralisation avec la participation populaire et l'autoritarisme avec le soutien du peuple, notre réalité sociale, caractérisée par des déséquilibres considérables au niveau du revenu et ajoutée aux critères de rentabilité concernant les investissements urbains, fait de la ville un instrument de l'aggravation des inégalités sociales du pays. La crise des villes brésiliennes est davantage la conséquence de la concentration du revenu et de l'investissement, de la structure foncière urbaine et rurale, que du manque d'organisation de l'espace urbain. Les plus grandes violences urbaines ne viennent pas de la désorganisation de l'espace; elles viennent de la mortalité infantile (un enfant meurt toutes les six heures de maladie liée à la déshydratation) et de ses causes, telles que la dénutrition, le manque de soins médicaux, la misère, la ségrégation sociale et politique. Enfin, la violence majeure est l'empêchement, pour la majorité de la population, de l'accès aux biens produits par la société.

L'homme et la planification participative

La planification officielle a toujours relevé d'une vision technico-quantitative et sectorielle, attachée aux effets sans s'attaquer aux causes. Les solutions avancées sont systématiquement porteuses de nouveaux problèmes embryonnaires. Une évaluation des propositions gouvernementales doit prendre en compte le discours, le plan et le texte légal d'une part, la pratique claire et précise d'autre part. Le premier terme de l'alternative relève de la simple virtualité; le second est susceptible d'une appréciation concrète puisqu'il se présente comme une réalité palpable.

Le secteur public ou bien se met à la remorque de groupes privés ou bien favorise leur action en fonction de son optique de reproduction du capital dans les meilleures conditions possibles. L'administration se caractérise par son manque de rigueur ce qui, par voie de conséquence, rend inopérant tout système de planification. Aujourd'hui l'administration flotte au gré des relations personnelles, politiques ou électorales qui vont jusqu'à définir les actions et politiques sectorielles.

La véritable planification participative, tout autant évoquée que peu pratiquée, ne pourra se faire que sous le signe de la liberté et de la dé-

mocratie. Il ne suffit pas de diagnostiquer l'existence de l'injustice, ni même de localiser ses causes. Il faut au minimum démasquer et dénoncer les structures qui la produisent, tout en recherchant la manière de l'éliminer dans la perspective de la suprématie du travail humain sur le capital.

Le Nord-Est dans le contexte mondial et national

Le Nord-Est est le résultat de l'histoire politique du Brésil dans le contexte de l'économie mondiale. Il n'est donc pas l'expression de la fatalité, du destin, de la nature ou d'une séquelle naturelle du développement économique. Il est au contraire le résultat de l'action politique des hommes, de la manière dont ils s'approprient et utilisent les ressources naturelles, et des relations qu'ils établissent entre eux. En ce sens, le Nord-Est et la sécheresse sont le produit d'une politique. De même que le Brésil a partie liée avec l'histoire mondiale, de même le Nord-Est est-il une part importante de l'histoire du pays. A l'époque coloniale, quand le Brésil était exportateur de sucre, le Nord-Est sucrier était davantage dépendant du marché mondial que du Brésil. Les variations et les modifications du marché sucrier, au plan mondial, affectaient davantage la réalité du Nord-Est que celle du Brésil. Quand la production sucrière se déplace vers le sud, le Nord-Est se vide du contenu que lui donnait cette production et il se lie alors au marché national dans une relation de type colonial. Le Nord-Est devient un fournisseur de matières premières et de main-d'oeuvre bon marché, et acheteur de produits manufacturés à partir d'une région qui, à son tour, est étroitement liée à l'économie mondiale.

Le Nord-Est est le résultat de l'action politique des classes dominantes brésiliennes qui agissent au Brésil selon la dynamique du capitalisme mondial. Il n'est pas possible de comprendre la réalité du Nord-Est et du Brésil si l'on ne comprend pas que nous vivons une époque caractérisée par la transnationalisation de l'économie, de la société et de la politique. Nous vivons dans un monde où l'acte de produire est posé simultanément à l'échelle mondiale. Le Nord-Est est partie intégrante de ce processus. Lui aussi vit les contradictions de la transnationalisation de l'économie et de la société brésiliennes. Ce processus a pour caractéristique essentielle, d'une part, d'entraîner une très forte concentration des ressources, de la richesse et du pouvoir, et d'autre part, de mettre une part importante de la population en marge des retombées d'un développement hautement sophistiqué et seulement bénéfique pour une minorité.

Le Nord-Est n'est pas une fatalité, mais le produit d'une politique. En ce sens il est une question nationale et internationale. Penser les problèmes du Nord-Est à partir de celui de la sécheresse, c'est un subterfuge de la part de celui qui veut ignorer que le Nord-Est est le produit d'une politique, en tant qu'il est une région marquée de façon cruelle par une situation de domination et de misère qui ne tombent pas du ciel, qui n'ont pas leur origine dans les nuages - ou l'absence de nuages - mais qui sont le produit de la terre d'ici-bas, principalement du fait de la concentration de la terre dans les mains d'une minorité.

Le problème de la sécheresse a davantage à voir avec les conditions d'organisation de la société qu'avec des conditions climatiques; il a davantage à voir avec la question de la participation de tous aux biens qu'avec une question de météorologie. Le problème du Nord-Est ne sera donc pas résolu avec de l'eau, avec des subsides, avec des chantiers publics, avec des écoles, avec des plans d'urgence, mais dans la communion et la participation.

La communion et la participation, au Nord-Est, commencent avec la réforme agraire, laquelle modifiera effectivement les rapports fonciers et mettra un terme au monopole des maîtres de la terre et des seigneurs de la sécheresse.

En fait, le Nord-Est est aujourd'hui le miroir dans lequel apparaît, avec une netteté brutale, l'image de la souffrance du peuple brésilien. Il se trouve que, dans le Sud aussi, le Nord-Est se fait expressément et vivement présent par le biais d'une mortalité infantile élevée, du scandale de la famine et du chômage, de l'augmentation du nombre de ceux qui se disputent les ordures des riches, de la mise à sac des magasins et des dépôts, des revendications et de la lutte pour la liberté d'organisation.

Cela nous amène à prendre conscience que le Nord-Est est un problème national, qui se reflète plus cruellement dans le Polygone de la sécheresse, et qui est le fruit de la politique économique et sociale actuelle. Penser une politique pour le Nord-Est, c'est d'abord et avant tout penser une politique pour le Brésil. C'est pourquoi il est indispensable de donner au problème du Nord-Est une dimension plus large, une dimension nationale. Il est urgent d'intégrer la lutte des Nordestins dans la lutte de l'ensemble des travailleurs. C'est uniquement dans l'unité, du Nord au Sud, que les appauvris, les travailleurs de la campagne et de la ville, seront capables de modifier le système et d'édifier une société plus juste et plus fraternelle.

2- Les appels de Dieu devant cette réalité du Nord-Est

(...)

3- Notre pratique pastorale

(...)

Conclusion

(...)

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, nous vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)

Abonnement annuel: France 275 F - Etranger 330 F - Avion 400 F
Directeur de publication: Charles ANTOINE - Imprimerie DIAL
Commission paritaire de presse: 56249 - ISSN: 0399-6441